



UNE VOIX ANTICAPITALISTE ET INTERNATIONALISTE

CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

Le gouvernement Macron est en difficulté. Sa politique antisociale, qui prend aux travailleurEs pour donner aux grands capitalistes, lui supprime tout soutien populaire. Les mobilisations sociales, l'affaire Benalla ou encore les difficultés à remplacer le ministre de l'Intérieur le fragilisent... mais il continue de foncer !

Les prochaines élections européennes constitueront le premier test électoral pour lui. Elles auront lieu dans un contexte de poursuite de son offensive contre les classes populaires et la jeunesse et, au niveau international, par la violence des attaques menées contre les droits démocratiques et sociaux, et contre l'environnement.

NON À MACRON, NON À L'EXTRÊME DROITE

Macron va tenter de se présenter comme l'incarnation d'une Europe progressiste face à l'extrême droite nationaliste. En Italie, en Espagne ou en France, cette dernière tente de faire croire qu'un repli national serait positif pour les classes populaires. Nous refusons ce faux choix entre libéralisme européen et nationalisme. Si nous combattons l'Union européenne capitaliste, nous sommes internationalistes, nous voulons construire une Europe des travailleurEs et des peuples.

L'Union européenne est une machine de guerre pour les classes possédantes, pour organiser la mise en concurrence des travailleurEs des différents pays, faire passer des réformes antisociales ou encore coordonner



MARTIN NODA/PHOTOTHÈQUE ROUGE / CC

les politiques anti-immigréEs. L'État français n'est pas « l'otage de Bruxelles », il codirige l'Union européenne pour attaquer les classes populaires en France ou asphyxier les pays du sud de l'Europe, comme la Grèce.

UNE VOIX OPPOSÉE À LA FOIS AUX NATIONALISMES RÉACTIONNAIRES ET AU NÉOLIBÉRALISME DESTRUCTEUR

• **Nous voulons faire entendre une voix qui combat l'Union européenne en tant que machine de guerre contre les intérêts des travailleurEs, tout autant que les différents gouvernements nationaux qui la composent.**

• **Une voix qui porte les intérêts des travailleurEs et des jeunes dans tous les pays et relaye leurs luttes**, et qui refuse leur mise en concurrence par les capitalistes par le biais des délocalisations ou du statut de travailleur détaché.

• **Une voix solidaire des migrantEs, pour la liberté totale de circulation et d'installation** et qui dénonce les guerres et le pillage opérés par les puissances européennes en Afrique et au Moyen-Orient.

• **Une voix qui propose une rupture avec le capitalisme, pour une planification écologique, en réquisitionnant les banques, en rompant avec les traités de l'Union européenne, pour une Europe des travailleurEs et des peuples.**

WWW.NPA2009.ORG

REFUSER L'AUSTÉRITÉ ET LES DÉSASTRES SOCIAUX

Les plans d'austérité se succèdent dans l'Union européenne et sont de plus en plus féroces depuis la crise de 2008. Partout, que les gouvernements soient de droite, de « gauche » ou d'« union nationale », les résultats sont les mêmes : en abaissant le niveau de vie des travailleurEs, en détruisant les services publics, ces politiques mettent encore plus l'économie du pays concerné à genoux. Ce pays est ensuite encore moins capable de payer sa dette, ce qui justifie, aux yeux des banquiers, un nouveau plan d'austérité.

Les banques continuent d'encaisser les intérêts de leurs prêts et les bénéfices de leurs spéculations. Cerise sur le gâteau, elles bénéficient généralement de la garantie des États les plus puissants et de celle des organismes internationaux, toujours prêts à faire pression sur les gouvernements dans le sens voulu par les marchés.

La Grèce, par exemple, après une période de lutte de classes massive, s'est retrouvée face à un mur. En arrivant au pouvoir, Syriza avait promis de rompre avec l'austérité mais, sous la menace toujours plus agressive de l'UE et du FMI, Tsipras a choisi de renoncer à nationaliser les banques, à continuer de payer la dette, à privatiser et attaqué les salaires et les retraites.

Le résultat, c'est que le PIB du pays s'est effondré de près de 25% depuis 2009. La catastrophe sociale est sans appel : destructions massives d'emplois, baisse de 26% du revenu annuel médian, diminution de 40% des actifs des ménages, liquidation générale des services sociaux, bradage à de grands groupes étrangers des entreprises anciennement publiques et même du patrimoine culturel du pays !

L'Union européenne est un outil pour organiser l'austérité et le dépeçage des pays, un rôle totalement antidémocratique et antisocial quand elle impose de réduire les déficits et lorsque la Banque centrale européenne refuse de prêter aux États en difficulté. Les pays riches (principalement la France et l'Allemagne) imposent à travers ces outils que sont les institutions et les traités de l'UE leurs choix aux peuples et aux travailleurEs d'Europe.

Face à l'UE, aux banques, aux capitalistes, il n'y a qu'un programme qui soit efficace : la réquisition des banques et des grandes entreprises, le non-paiement de la dette et de grandes mobilisations pour imposer des revendications de justice sociale jusqu'à l'affrontement avec l'État et le grand patronat au niveau national et européen.



LE PIÈGE DU PROTECTIONNISME

La crise économique et la soif de profits ont provoqué ces dix dernières années des licenciements massifs et des fermetures d'entreprises. Les capitalistes font souvent croire que ces licenciements sont dus à des délocalisations dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère.

Les grandes puissances mènent également une guerre économique par les droits de douane, qu'ils appellent mesures protectionnistes.

L'extrême droite et d'autres courants nationalistes proposent donc de mettre en place un « souverainisme » supposé préserver les emplois et les marchés français contre une menace extérieure. On nous fait croire que les patrons et ouvrierEs français auraient un intérêt commun, qu'il faudrait « produire français » ou s'opposer aux « travailleurEs détachés ».

L'UE et les politiciens libéraux promeuvent, quant à eux, une dérégulation complète qui permet de se servir des conditions de vie plus dégradées des travailleurEs des pays

pauvres pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail dans les pays où ils sont plus favorables.

La seule façon de faire face à la dégradation de nos conditions de travail, c'est de refuser cette mise en concurrence et d'imposer aux patrons des conditions de travail et de vie dignes pour tous, un salaire minimum européen, les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire partout en Europe.

POUR UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES

Le sort réservé à l'Aquarius, un bateau qui vient au secours des migrantEs, montre le visage le plus sinistre de l'Europe. Les pays ferment leurs ports et refusent d'accueillir quelques dizaines de survivantEs.

Pendant ce temps, l'UE donne des milliards à des gouvernements de pays comme la Turquie, le Maroc ou la Libye pour encager brutalement des populations qui fuient des guerres et des désastres dont les pays d'Europe sont souvent coresponsables.



MARTIN NODA / PHOTOTHÈQUE ROUGE / CC

Le résultat se compte en milliers de mortEs, en particulier en Méditerranée.

Il est temps de rompre avec ces politiques mortifères, d'ouvrir les frontières aux personnes qui veulent aujourd'hui rejoindre l'Europe, seul moyen sérieux de mettre fin à l'hécatombe qui se déroule à nos portes. Il faut mettre fin aux accords de Dublin, démanteler Frontex, garantir la libre circulation en Europe, réquisitionner des navires, y compris militaires, pour venir en aide aux migrantEs en Méditerranée.

Il ne doit pas y avoir de frontières entre les peuples, notre solidarité va aux travailleurEs du monde entier. **Nous revendiquons la liberté de circulation et d'installation pour touTEs, exiléEs, migrantEs, demandeurEs d'asile ou travailleurEs sans papiers.**

FACE AU NATIONALISME ET À L'EXTRÊME DROITE

En France, le FN a de nouveau atteint le second tour de la présidentielle. En Europe, l'extrême droite a pris en mains le pouvoir en Autriche, en Pologne, en Hongrie, en

Italie... et elle donne de plus en plus le ton quant aux politiques de l'UE.

Cette extrême droite raciste et anti-pauvres s'en prend violemment aux étrangerEs et à l'ensemble des classes populaires : Salvini veut imposer un couvre-feu aux « commerces ethniques » en Italie, Orbán interdit aux SDF de dormir dans les rue de Hongrie, en Autriche le gouvernement veut la semaine de 60 heures de travail...

La poussée réactionnaire ressemble de plus en plus à une déferlante. Malgré quelques protestations verbales, la Commission européenne s'accommode des dirigeants d'extrême droite et des politiques racistes et antisociales qu'ils mettent en place.

Face à cette menace, nous refusons toute concession ou adaptation opportuniste aux discours de l'extrême droite, nous défendons les droits des migrantEs sans les opposer à ceux de l'ensemble des classes populaires, nous affirmons la nécessité d'en finir avec l'UE, ses institutions et ses traités, mais autour d'une perspective internationaliste, et non d'un quelconque repli chauvin.

ÉCOLOGIE CONTRE CAPITALISME

La crise écologique s'accélère : déforestation, chute de la biodiversité, bouleversement climatique en sont les principales manifestations. En cause le capitalisme qui fabrique toujours plus de biens et de services, en exploitant les ressources naturelles et humaines sans frein, en contaminant le vivant, pour en tirer une plus-value toujours plus forte, sans poser les questions vitales et démocratiques : que produire ? Comment ? Où ? Qui ?

L'Union européenne, au service de leurs intérêts, détruit massivement les services publics, les protections sociales et environnementales.

Nous avons besoin de socialiser le secteur énergétique pour planifier un système 100% renouvelable sans énergie fossile ni nucléaire, d'éliminer les productions inutiles ou nuisibles, d'en finir avec l'obsolescence programmée des produits ou les absurdes transports de marchandises qui servent à maximiser les profits des multinationales.

À l'inverse d'une politique agricole commune qui favorise l'agrobusiness, nous voulons une Europe qui interdise les produits chimiques cancérigènes et toxiques, qui encourage une agriculture écologique et paysanne assurant la souveraineté alimentaire...

L'Europe capitaliste regorge de grands projets inutiles – aéroports, lignes à grande vitesse, autoroute, grands stades, barrages... Mais dans toute l'Europe, les luttes antiproductivistes et

anticapitalistes construisent un autre projet de société : l'écosocialisme, où les priorités de production et de consommation seront démocratiquement décidées par la population elle-même.

POUR L'IVG, CONTRE LES VIOLENCES ET LA PRÉCARITÉ, SOLIDARITÉ FÉMINISTE!

L'avortement est encore interdit dans certains pays européens. Les mobilisations des femmes ont permis des avancées en Irlande ou empêché, par la grève, des reculs importants comme en Pologne. Partout, ce sont les politiques d'austérité qui fragilisent l'accès à l'IVG. Celles qui le peuvent vont avorter là où les délais sont plus longs, les autres restent avec leurs grossesses non désirées. Le 8 mars dernier, des millions de femmes en fait grève dans l'État espagnol pour dénoncer la précarité, les bas salaires, la double journée... En France, les femmes parmi les plus précaires se mobilisent comme à Onet ou au Park Hyatt. Dans la santé, elles sont à l'avant-garde des luttes pour des conditions de travail et de soins décentes.

Les femmes s'organisent contre les violences sexistes, que ce soit à la maison, au travail ou dans la rue. Ces violences touchent toutes les femmes, se combinent au racisme et atteignent des formes extrêmes contre les femmes migrantes. La mobilisation se construit en solidarité avec les femmes du monde entier.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

L'UE aide les capitalistes européens à défendre leurs intérêts en Afrique et au Moyen-Orient en maintenant une politique néocoloniale, faite de guerres, de soutien aux dictatures et de spoliation des richesses naturelles.

Nous soutenons les combats des peuples en lutte contre les puissances européennes et leurs alliés : en Palestine, en Afrique, mais aussi en Catalogne. Nous voulons que chaque peuple puisse décider de son sort, en alliance avec les autres peuples.

C'est pour cette raison que **nous opposons à l'UE capitaliste la perspective d'une autre Europe : une Europe de la solidarité entre les peuples, une Europe qui en finit avec l'organisation sociale capitaliste fondée sur la défense des intérêts des différentes bourgeoisies nationales.**

NOTRE PROGRAMME POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEUR·E·S ET DES PEUPLES

Nous refusons l'Europe qui attaque les peuples des pays pauvres par des interventions militaires ou en fermant les frontières, cette Europe où les droits des femmes et des homosexuelEs se dégradent. Une UE qui nous mène, en outre, à la catastrophe des dérèglements climatiques.

Nous nous battons, en France comme en Europe, pour des mesures de justice sociale et de solidarité, en rupture avec les politiques capitalistes de concurrence généralisée et d'austérité. La satisfaction des besoins des classes populaires exige d'en finir avec des choix économiques et sociaux qui frappent le plus grand nombre au profit d'une classe de privilégiés.

DES MESURES SOCIALES URGENTES

- Combattre le chômage. Cela passe par **l'interdiction des licenciements et des contrats précaires, le passage du salaire minimum à 1800 euros net, une augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros,**
- Le droit à un revenu au minimum égal au SMIC pour tous et toutes, jeunes, chômeurEs, retraitéEs,
- Le droit à une santé gratuite pour toutes et tous dans le cadre d'un système hospitalier public intégrant l'ensemble des établissements de soin,
- Le droit à la **retraite à taux plein à 60 ans** et à 55 ans pour les métiers pénibles,
- **Réquisitionner les logements vides** et lancer un grand programme public de logements sociaux économes en énergie pour garantir le droit à un logement décent pour toutes et tous,
- Un accès réel au **droit à l'avortement par le développement des centres d'IVG.**

S'ATTAQUER AUX PROFITS

Le financement de ces mesures impose une autre répartition des richesses produites, la **fin des cadeaux fiscaux dont bénéficient les capitalistes et les rentiers.** Il nous fait aussi **reconstruire les services publics en y recréant un million d'emplois,** notamment dans la santé et l'éducation. Il faut également **réquisitionner les grands secteurs de l'économie** (notamment de l'énergie), pour la satisfaction des besoins des classes populaires, sortir du nucléaire en 10 ans pour s'orienter vers les énergies renouvelables. Il faut enfin **réquisitionner les banques, et annuler les dettes des États et des particuliers,** qui sont illégitimes.

PAR NOS MOBILISATIONS, CONSTRUIRE UNE AUTRE EUROPE

Les mesures que nous voulons vont à l'inverse des décisions prises par le gouvernement Macron et les gouvernements précédents. Elles vont aussi à l'encontre des intérêts des capitalistes français et européens comme de l'ensemble des injonctions et des règles fixées par l'Union européenne, toutes soumises aux intérêts capitalistes.

Nous défendons un programme de luttes, car seule une très puissante mobilisation des classes populaires permettra d'imposer ces mesures. Les travailleurEs, qui font tourner l'économie et produisent les richesses, peuvent inverser le rapport de forces. Nous voulons un gouvernement des travailleurEs, qui en finisse avec l'austérité et engage une rupture avec le capitalisme. Nous savons que cette mise en œuvre se heurterait à une réaction violente, de la part des capitalistes mais aussi des

dirigeants européens, des institutions de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. Cela exigerait donc non seulement de désobéir aux injonctions et aux règles de l'UE, mais aussi d'en appeler à la solidarité et au soutien de tous les autres peuples européens qui, en butte aux mêmes politiques capitalistes, partagent les mêmes intérêts que les nôtres.

Dans chaque pays, il est nécessaire de construire de grands mouvements unitaires du monde du travail, des grèves générales, qui en se répondant, en se coordonnant, pourraient construire une véritable solidarité internationale et une autre société, sans classe, sans oppression.

Voilà ce que porte le NPA, qui milite pour construire un parti pour les exploités, pour celles et ceux qui font tourner cette société par leur travail et veulent enfin l'organiser pour les besoins, pas pour les profits capitalistes !



SOUSCRIPTION 2018

UNE VOIX ANTICAPITALISTE CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE
MONTANT €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à unE militantE ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG



POUR PRENDRE CONTACT WWW.NPA2009.ORG

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom : Prénom :
Tél. : Mail :